**Russie : Poutine déclare la mobilisation partielle**

Jorge Martin 21 septembre 2022

Au cours des dernières 24 heures, une série d'annonces importantes ont été faites par la Russie concernant la guerre en Ukraine : une mobilisation partielle touchant 300 000 personnes, des référendums dans les territoires occupés par la Russie en Ukraine sur leur annexion à la Russie, des peines plus sévères pour les crimes liés au service militaire et l'avertissement que la Russie utilisera " tous les moyens à sa disposition " pour protéger son intégrité territoriale.

Dans une allocution télévisée, initialement prévue dans la soirée du 20 septembre, mais finalement reportée au 21, le président Vladimir Poutine a annoncé une mobilisation partielle en Russie. Il s'agit d'une mesure importante visant à remédier à la principale faiblesse de la Russie dans la guerre en Ukraine : ses effectifs limités.

L'annonce a été suivie d'une déclaration préenregistrée du ministre russe de la défense, M. Shoigu. Les détails de la mobilisation sont les suivants. Seuls les réservistes "qui ont servi dans les forces armées, qui ont certaines professions militaires et une expérience pertinente", seront appelés.

 M. Shoigu a ajouté que la mobilisation commencera par ceux "ayant une expérience du combat". Les personnes appelées auront le même statut et la même rémunération que les militaires sous contrat, ce qui signifie également qu'elles ne pourront pas partir avant la fin de l'"opération militaire spéciale" en Ukraine.

Poutine a également annoncé la tenue de référendums non seulement à Donetsk et à Louhansk, mais aussi à Kherson et à Zaporizhzhia, sur la question de l'annexion à la Fédération de Russie. Ces référendums auront lieu du 23 au 27 septembre et, bien sûr, Poutine a déclaré qu'il "soutiendra leur décision concernant leur avenir".

La veille, la Douma a adopté à la hâte une législation prévoyant de lourdes peines de prison pour une série de crimes liés au service militaire : désobéissance aux ordres, absence sans permission, désertion, reddition volontaire, etc. La commission de ces crimes "pendant la mobilisation ou la loi martiale, en temps de guerre" sera considérée comme une circonstance aggravante. Celle-ci est conçue comme une menace pour les troupes nouvellement mobilisées d'obéir aux ordres.

Qu'est-ce que cela signifie ?

M. Poutine s'est également adressé aux dirigeants du complexe militaro-industriel, leur ordonnant d'accélérer la production de matériel militaire.

En expliquant ces décisions, Poutine a déclaré que la Russie combat "l'ensemble de la machine militaire occidentale".

"En temps réel, à l'aide de systèmes modernes, d'avions, de navires, de satellites, de drones stratégiques, l'OTAN effectue des reconnaissances dans tout le sud de la Russie", a-t-il déclaré. Il a spécifiquement mentionné la question de la fourniture par l'Occident de missiles de longue portée à l'Ukraine : "Nous entendons constamment des menaces contre notre pays... Certains politiciens irresponsables de l'Ouest ne parlent pas seulement de plans visant à organiser la fourniture d'armes offensives à longue portée à l'Ukraine - des systèmes qui permettront des frappes sur la Crimée et d'autres régions de Russie - de telles frappes terroristes, y compris avec l'utilisation d'armes occidentales, sont déjà infligées aux colonies frontalières des régions de Belgorod et de Koursk." Faisant spécifiquement référence aux armes nucléaires, Poutine a lancé un avertissement clair : "Si son intégrité territoriale est menacée, la Russie utilisera tous les moyens à sa disposition. Ce n'est pas du bluff".

Il est clair que l'offensive ukrainienne sur le front de Kharkiv, qui a entraîné une déroute russe dans cette section, a révélé de façon crue **la principale faiblesse à laquelle Poutine est confronté dans cette guerre : le nombre limité de soldats qu'il a déployés**. Ce facteur a toujours été présent, mais la situation s'est aggravée avec la livraison par l'Occident de lance-roquettes et de pièces d'artillerie, notamment les HIMAR. Ceux-ci ne suffisent pas à renverser la supériorité russe en matière de puissance de feu, mais ils ont permis aux Ukrainiens de frapper à l'arrière des opérations russes.

Le déploiement limité de troupes (environ 170 000) par la Russie était destiné à contenir l'impact de la guerre en Ukraine. En l'appelant "opération militaire spéciale", Poutine voulait donner l'impression qu'il s'agissait d'une affaire de courte durée et limitée et isoler l'opinion publique de la guerre.

Après l'offensive de Kharkiv, cela n'était plus tenable. Une mobilisation totale comporterait des risques politiques importants pour Poutine. Si la guerre se prolonge et que le nombre de sacs mortuaires revenant du front commence à s'accumuler, l'opposition à la guerre se développera inévitablement parmi les familles des soldats. C'est la raison pour laquelle il n'a opté que pour une mobilisation partielle.

Le calcul est que 300 000 soldats, soit presque le triple de l'effectif actuel, seront suffisants pour atteindre ses objectifs en Ukraine tout en limitant les implications politiques potentielles en termes d'opposition populaire à la guerre si les choses tournent mal. En outre, il s'agit de personnes ayant une certaine expérience militaire qui n'auront pas besoin d'une longue période de formation. Certaines d'entre elles peuvent être utilisées pour des tâches logistiques et pour protéger l'arrière, libérant ainsi les troupes plus qualifiées et professionnelles pour s'occuper des combats réels sur la ligne de front.

La décision d'organiser des référendums dans les quatre régions a un double objectif. D'une part, une fois ces régions annexées à la Fédération de Russie, le statut de la guerre change. Si l'Ukraine fait de nouvelles avancées ou bombarde ces territoires, cela sera considéré comme une agression sur le territoire russe. Cela permettra également aux formations plus régulières de l'armée russe d'être déployées dans ces zones afin de libérer davantage de forces pour des actions offensives.

Deuxièmement, M. Poutine doit rassurer la population et les responsables de ces régions sur le fait que la Russie est là pour rester et qu'elle ne fuira pas, comme cela s'est produit dans l'oblast de Kharkiv. Le gouvernement ukrainien a menacé ceux qui collaborent avec les forces russes de graves conséquences, et plusieurs ont déjà été assassinés. Ces référendums contribueront dans une certaine mesure à rassurer ces fonctionnaires, sur lesquels la Russie compte pour assurer l'administration civile.

Bien sûr, ces référendums auront lieu sous occupation armée et en pleine guerre. Cela ne change rien au fait qu'une grande partie de ceux qui restent dans ces régions seront probablement pro-russes, la majorité des opposants à la Russie ayant déjà fui vers le territoire contrôlé par l'Ukraine.

 Le fait que Kiev ait menacé les participants de peines de prison allant jusqu'à 12 ans et de confiscation des biens, ou la menace antérieure de 15 ans de prison pour tout Ukrainien se trouvant dans les territoires occupés par la Russie et demandant un passeport russe, confirmerait que c'est le cas. Si Kiev était convaincu du sentiment antirusse de la population de ces régions, il aurait certainement appelé à la résistance plutôt que de devoir recourir aux menaces.

Lorsque Poutine parle d'affronter "l'ensemble de l'Occident", il tente de renforcer le soutien à la guerre au sein de la population russe, mais il n'est pas le seul à avoir fait une telle déclaration. **Washington n'a cessé de déclarer qu'elle était en guerre contre la Russie et même Biden a déclaré que l'objectif était un changement de régime à Moscou. Hier encore, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a déclaré que "Poutine est en guerre contre l'ensemble de l'Europe**".

**Une réponse prévisible**

Le but de la mobilisation partielle est de permettre à la Russie d'atteindre ses objectifs immédiats dans la guerre. Ces derniers jours, depuis l'offensive de Kharkiv, l'armée ukrainienne n'a cessé d'avancer le long de la rivière Oskil, la traversant à certains endroits, et a livré plusieurs batailles pour le contrôle de la partie orientale de Kupianks, sur la rive droite de la rivière (l'Ukraine contrôle la partie occidentale).

 Toujours dans la région de Lyman, les forces ukrainiennes ont traversé la rivière Siverski Donets en deux ou trois points, bien que les Russes aient pu jusqu'à présent tenir la ligne dans cette ville cruciale. Enfin, les forces ukrainiennes ont poussé vers Louhansk à Bilohorivka. Par conséquent, le premier objectif de la Russie est de stabiliser la ligne de front le long des rivières Oskil et Siverski Donets.

Une fois cela réalisé, Poutine doit continuer à avancer dans l'Oblast de Donetsk, car le contrôle de l'ensemble du Donbass pourrait être présenté comme ayant atteint les objectifs de l'"opération spéciale".

La menace voilée de Poutine concernant l'utilisation d'armes nucléaires était destinée à l'Occident. Il leur disait en substance "le soutien militaire et logistique sans cesse croissant à l'Ukraine a une limite, et si vous la franchissez, soyez prêts à en subir les conséquences". Par rapport à l'OTAN ou à l'impérialisme américain**, la Russie n'est qu'une puissance régionale de taille moyenne, mais elle possède des armes nucléaires et, comme l'a rappelé Poutine, des moyens technologiquement très avancés pour les utiliser**.

Les larmes de crocodile de l'Europe qui se plaint que la Russie "arme" l'approvisionnement énergétique mondial sont tout aussi cyniques qu'hypocrites. Après tout, c'est l'UE qui s'est impliquée dans la guerre en Ukraine en utilisant les sanctions contre la Russie comme une forme de guerre économique. Elle ne peut pas imposer des sanctions à la Russie et se plaindre ensuite que la Russie coupe l'approvisionnement en gaz ! Poutine utilise certainement des moyens économiques pour faire pression sur l'Europe et calcule que les troubles sociaux causés par les prix élevés de l'énergie et la crise du coût de la vie en général pousseront les gouvernements européens à adopter une position plus conciliante, par peur d'être destitués.

L'Occident a ouvertement exprimé son désir d'utiliser la guerre en Ukraine pour remettre la Russie à sa place (c'est-à-dire subordonnée à l'impérialisme occidental) et procéder à un changement de régime. Il y a même eu des discussions sur le démantèlement de la Russie.

La guerre en Ukraine est une question existentielle pour Poutine. Il y a misé son pouvoir et son prestige. Pour rester au pouvoir, il doit remporter une victoire qu'il peut présenter comme telle et, surtout, ne pas être vaincu ni humilié. Le moindre soupçon de défaite signifierait la fin de Poutine, qui pourrait être destitué soit par un soulèvement populaire de la base, soit par un coup d'État du sommet. Sa dernière réaction à la défaite dans l'oblast de Kharkiv était totalement prévisible.